



VOIX des METAUX

FGM Fédération Générale
CFDT de la Métallurgie

LETTER AUX
ADHÉRENTS
DANS LES PROCHAINS JOURS

Une place à prendre au débat



Par l'action, des résultats !

Le caractère particulièrement inquiétant de la situation de l'emploi dans la métallurgie apparaît aux yeux de tous de façon de plus en plus criante. Restructurations, licenciements, chômage partiel pèsent sur les travailleurs et travailleuses. Pertes d'emplois, réduction de salaires, déqualifications, relations sociales difficiles, risque de mise en cause de la protection sociale modifiant lourdement parfois la situation des métallurgistes. Faut-il désespérer ou baisser les bras ? Non, car l'action syndicale est payante comme le déclare le Conseil Fédéral de la F.G.M. :

DES RÉSULTATS POSITIFS

« Face à cette situation, la F.G.M., ses organisations agissent et obtiennent des résultats.

Ainsi, à l'issue d'une action tenace de plus de 10 ans, la F.G.M. a obtenu la mise en place d'une 5^e équipe en 33 h 36 pour les sidérurgistes travaillant en feux continus, améliorant ainsi considérablement leurs conditions de travail et préservant plusieurs milliers d'emplois menacés par la restructuration de la sidérurgie.

La détermination des militants et militantes de la F.G.M. pour préserver ou créer le maximum d'emplois a été couronnée par plusieurs succès : Dassault, C.I.T. Alcatel, Sambron, S.A.T. SOVAM, M.C.A... où des réductions d'horaires importantes ont été obtenues, préservant l'emploi des salariés (es) des entreprises concernées.

Des résultats significatifs ont été obtenus sur la qualification et l'évolution de carrière des O.S., lors des conflits de l'automobile.

Un important accord a été conclu pour les 360 000 travailleurs (es) des garages concernant les garanties salariales en cas de maladie.

Ces quelques exemples montrent s'il en était besoin que l'action paie.

Mais ces résultats importants restent encore trop partiels, en tout cas insuffisants pour modifier en profondeur la situation des travailleurs, des travailleuses de la Métallurgie.

DÉCENTRALISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE VALORISATION DE LA MUTUALITÉ LES MÉTALLOS PEUVENT AGIR

« La période actuelle est marquée par des actions importantes, notamment sur la R.T.T., l'emploi, Automobile, Navale, Téléphonie, Sidérurgie, etc. auxquelles, il convient d'ajouter la multitude de sections d'entreprise qui luttent sur ces mêmes questions.

La période qui s'ouvre va être riche en possibilités d'initiatives, de mobilisations, d'actions.

En effet, les décisions prises par nos camarades Allemands, nos camarades Britanniques d'engager l'action sur les 35 h, viennent conforter nos positions, notre action. Elles peuvent permettre la réalisation d'une action coordonnée sur la R.T.T. au plan Européen. »

Il s'agit par le débat avec les travailleurs, entre nos adhérents de la F.G.M.-C.F.D.T. de contribuer à créer dans les entreprises les conditions de cette action. Il s'agit de nous ancrer dans notre démarche autogestionnaire en rénovant nos pratiques syndicales.

NOTRE DÉMARCHE AUTOGESTIONNAIRE

« Par ailleurs, la gestion politique et économique de la gauche se réduit de trop aux seuls aspects de l'économie de marché, des contraintes internationales, au détriment des aspects plus dynamiques d'intervention des travailleurs, des travailleuses sur les objectifs industriels et commerciaux des entreprises, ou sur les formes de gestion ultra traditionnelles qui règnent encore dans les entreprises y compris celles du secteur nationalisé.

Au total, le quantitatif, le court terme s'oppose aux aspects plus qualitatifs qui fondent la démarche autogestionnaire de la F.G.M.

Face à cette situation, il est urgent pour les militants (es) de la F.G.M. de conquérir partout le droit à la parole, pour que par le débat avec nos adhérents (es) d'abord, les travailleurs (es) ensuite, puissent s'imposer une autre conception de la gestion économique, rendant ainsi possible une avancée conséquente vers le socialisme autogestionnaire.

De ce point de vue, la mise en œuvre dynamique des droits nouveaux, particulièrement le droit d'expression, doit constituer un des moyens essentiels d'une pratique syndicale rénovée.

De même, les possibilités d'interventions directes des salariés (es) sur quelques éléments de décision au niveau des Conseils d'Ateliers ou de service des entreprises nationalisées, doivent être résolument prises en charge. »

DES OBJECTIFS POUR L'ACTION

POUR L'EMPLOI, réduction du temps de travail et formation professionnelle continue. POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : politiques salariales et de classification, égalité professionnelle hommes - femmes, réformes de la protection sociale.

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

- Pour le maintien de l'emploi dans les entreprises en difficultés, dans les entreprises où des investissements tendent à réduire le volume d'emplois.
- Pour la création d'emplois dans les entreprises en bonne santé.
- Pour l'amélioration de la qualité de l'emploi, des conditions et des charges de travail.
- Pour la conquête du temps libre.

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Tant au plan de la réduction du temps de travail que des conditions de travail, la F.P.C. doit être intégrée comme élément de solutions aux problèmes des salariés, notamment ceux d'emploi.

POLITIQUE SALARIALE

Il s'agit de mettre en œuvre le salaire en 2 éléments, d'offrir des garanties de ressources aux plus bas salaires, voire de faire évoluer positivement leur pouvoir d'achat.

POLITIQUE ET CLASSIFICATION

Dans l'immédiat, il faut favoriser une réelle évolution de carrière des salariés en commençant par les O.S. (les Ouvriers Non Qualifiés - O.N.Q.) comme les appellent les patrons de l'I.U.I.M.M.

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE HOMMES - FEMMES

Par la lutte pour des accords d'entreprise mettant en cause les discriminations sexistes dans tous les aspects de la vie au travail.

LES MÉTALLOS D'EUROPE A L'HEURE DE L'ACTION POUR L'EMPLOI

L'Assemblée générale de la Fédération Européenne des Métallurgistes (F.E.M.) s'est déroulée comme nous l'avons déjà indiqué début juin 83 à Naples.

Les décisions prises ont pour l'essentiel porté sur la situation économique, les réponses à apporter à la grande question de l'emploi, du développement économique de l'Europe.

La F.E.M. demande en particulier que :

- les aides publiques deviennent plus transparentes, que leur volume soit harmonisé, qu'elles soient liées à des obligations en matière de sauvegarde et de création d'emplois et d'amélioration des conditions de travail;
- des mécanismes démocratiques de planification soient établis aussi bien au niveau national qu'européen, en association les interlocuteurs sociaux à la définition des objectifs et des priorités de la planification et des investissements;
- des instruments légaux, rendant plus transparentes les activités des sociétés multinationales

ainsi que des grands groupes nationaux et permettant aux syndicats de constituer un contrepoids pour obliger les employeurs à respecter les droits des travailleurs, soient établis;

- les représentants des travailleurs et leurs syndicats obtiennent le droit d'être informés et consultés et de négocier l'introduction de technologies nouvelles à un moment où ils peuvent encore avoir une réelle influence sur les décisions;
- les politiques industrielles et d'investissements soient conçues pour réduire les disparités criantes entre les régions d'Europe et assurer une plus grande convergence des économies des divers pays;
- l'on prenne des mesures afin de promouvoir une distribution plus équitable des revenus et des richesses, et qu'une priorité soit accordée à la réalisation d'augmentations réelles du niveau de vie des plus démunis.

La F.E.M. condamne le fait que de nombreux employeurs et gouvernements refusent toujours de réduire la durée du travail, mais, par contre, imposent aux travailleurs des réductions d'horaires sous forme de chômage partiel et de licenciements.

Même si la relance était amorcée, le niveau qui pourrait être atteint ne suffirait pas pour enrayer l'accroissement du nombre de chômeurs.

Une réduction significative de la durée du travail s'impose donc, afin que le volume de travail disponible soit mieux réparti entre tous ceux qui ont droit à du travail.

Les formes de réduction, son financement, ses modalités sont à négocier au niveau national, par branche et dans les entreprises. Comme la C.E.S., la F.E.M. exige néanmoins l'adoption d'un instrument-cadre communautaire fixant l'objectif politique d'une telle réduction de la durée du travail. Une telle action communautaire aurait en outre pour avantage que plus aucun pays ne pourrait invoquer, comme alibi, la compétitivité des autres pays».

Le 3 novembre, au cours de la réunion du Comité Exécutif de la F.E.M., des décisions portant sur la mise en œuvre des revendications adoptées à Naples, ont été prises :

- Mise en œuvre de campagnes d'information dans chacun des pays sur les revendications portant sur les 35 heures.
 - Essai de coordination entre organisations engageant les négociations, l'action fin 83, début 84.
 - En cas de conflit: actions communes pour éviter des transferts de production.
 - Lettre de soutien signée par tous les Secrétaires Généraux des Fédérations de la Métallurgie d'Europe, à nos camarades Allemands de l'I.G.M. qui vont engager les premiers, les négociations et l'action.
 - Réunion d'un groupe de travail en décembre 83 au niveau de l'Europe, pour définir des initiatives communes d'action.
- Voilà, les décisions prises le 3 novembre, la F.G.M. y a contribué. Nous entendons les mettre en œuvre, bien sûr, en solidarité avec nos camarades Allemands ou Britanniques, mais surtout, pour faire avancer chez nous dans la Métallurgie française, les réponses aux questions de l'emploi, tout particulièrement la réduction du temps de travail.



AGRANDIR VOTRE AUDIENCE, UNE C.F.D.T. FORTE

UNE LETTRE AUX ADHÉRENTS DANS LES PROCHAINS JOURS

Par l'intermédiaire des collecteurs et délégués, tous les adhérents recevront dans quelques jours une lettre du Secrétaire Général de la Fédération Générale de la Métallurgie: F.G.M.-C.F.D.T.

Mieux que jamais, l'adhérent doit avoir une place première dans sa section syndicale.

Cette place privilégiée de l'adhérent a été l'originalité, mais aussi la force de la F.G.M.-C.F.D.T. Notre conception du collectif des adhérents dans la section syndicale est à remettre à l'ordre du jour, à améliorer, à renforcer. Pour réussir, il faut bien sûr, la détermination de tous les militants et délégués de la C.F.D.T., mais plus encore la participation active de tous les adhérents est indispensable.

Aujourd'hui, le monde industriel se transforme et évolue rapidement; l'emploi est de plus en plus précaire et incertain; la crise mondiale développe le chômage et s'attaque aux acquis individuels et collectifs; certaines certitudes d'hier ne sont plus forcément applicables aujourd'hui... Dans un tel contexte, la force patronale sur l'économie pèse de plus en plus fort contre les travailleurs qui en font les frais. Dans une telle grisaille, comment dépasser la morosité, créer l'éclaircie et l'espoir si ce n'est par la force, la cohésion des travailleurs entre eux autour d'un projet et d'une action permanente, c'est l'ambition de la C.F.D.T.

Il nous faut traduire cette ambition par des acquis, des résultats qui passent par des sections syndicales fortes.

• **FORTES DE LA PARTICIPATION ACTIVE DES ADHÉRENTS**, qui, ensemble avec les délégués bâtiennent les revendications et actions à proposer à tous les travailleurs. Des adhérents qui soient à la fois les porte-parole des travailleurs auprès des responsables syndicaux et ceux qui informer et sensibilisent les copains de travail de la vie, de l'action, des orientations de la C.F.D.T.

• **FORTES DU NOMBRE D'ADHÉRENTS** qui composent, renforcent, amplifient l'impact et l'audience de la C.F.D.T.

La C.F.D.T. aura d'autant plus de poids et d'importance dans les entreprises, dans la société qu'elle comporte

de plus en plus d'adhérents. D'adhérents actifs qui font connaître la C.F.D.T., son action, ses résultats, ses projets auprès des autres travailleurs, auprès de toute la population.

C'est sur ces bases que le Secrétaire Général de la F.G.M. s'adressera à tous les adhérents métallos pour gagner la bataille:

— améliorer notre pratique pour que les adhérents aient encore mieux leur place, c'est-à-dire qu'ils aient la parole dans la C.F.D.T. sur ses décisions, ses orientations, son action...

«ADHÉRENTS, IL Y A UNE PLACE A PRENDRE AU DÉBAT, DANS VOTRE C.F.D.T., TON POINT DE VUE IMPORTE».

— Gagner la bataille d'un nombre grandissant d'adhérents.

«ADHÉRENTS, APPELEZ D'AUTRES TRAVAILLEURS A PRENDRE UNE PLACE DANS LA C.F.D.T., LEUR POINT DE VUE IMPORTE».

— Gagner la bataille d'un changement fait par les travailleurs pour les travailleurs.

VOUS ÊTES ADHÉRENTS C.F.D.T., FAITES LE SAVOIR AUTOUR DE VOUS

Construire demain, aujourd'hui, c'est aussi et d'abord augmenter le nombre de nos adhérents.

Cette responsabilité est celle de toutes les organisations de la F.G.M., de toutes les sections syndicales, de tous les délégués, c'est celle aussi de tous les adhérents de la C.F.D.T. Si tous ensemble nous voulons gagner et augmenter le nombre d'adhérents, c'est tous ensemble que nous devons mettre en œuvre la Campagne Nationale de Syndicalisation.

Qui mieux que les adhérents peuvent convaincre les camarades de travail sur l'importance, la nécessité d'être syndiqués à la C.F.D.T. Qui mieux que les adhérents peuvent promouvoir les diverses et multiples raisons d'être adhérents.

Les acquis sur les salaires, classifications, formation professionnelle, conditions de travail, sécurité, hygiène, réduction du temps de travail, amélioration des œuvres sociales du C.E... Pour la lutte pour l'Emploi et contre le chômage, les actions contre les inégalités, pour la Justice et les Libertés — la place donnée aux adhérents, le sérieux de ses militants et de leurs dossiers, leur présence sur le tas... Les convictions sur le projet de la C.F.D.T., sa véritable indépendance et son autonomie d'action...

Vous adhérents, vous êtes les mieux armés pour faire partager vos convictions, vos raisons et les plus capables de convaincre d'autres à rejoindre les rangs de la C.F.D.T. à venir nous y rejoindre et d'y apporter leur point de vue...

Dites partout: JE SUIS C.F.D.T., POURQUOI PAS TOI?

UNE CAMPAGNE NATIONALE, LES ADHÉRENTS Y ONT LEUR PLACE

La C.F.D.T. a décidé de mener une grande campagne de syndicalisation dans toute la métallurgie. Ce mois-ci, en décembre, la F.G.M. s'adresse d'abord aux adhérents sur les enjeux de la période, et l'importance du développement des adhérents dans la C.F.D.T. pour peser fort sur les acquis à obtenir.

En janvier et février 1984, par affiches, tracts et autocollants, la C.F.D.T. interpellera tous les métallos à renforcer la C.F.D.T. pour bâtir un présent et un avenir meilleur... Les adhérents avec les délégués seront la cheville ouvrière de mise en œuvre de cette campagne.

PLUS QUE JAMAIS UNE C.F.D.T. FORTE EN ADHÉRENTS EST LE FACTEUR DE RÉUSSITE POUR ARRACHER NOS REVENDICATIONS IMMÉDIATES ET PRIORITAIRES:

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE

LA PROTECTION SOCIALE ET COLLECTIVE:

LE DROIT D'EXPRESSION DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE

L'ambition de ces objectifs immédiats est à la mesure de ce qu'est la C.F.D.T., du pourquoi elle se bat, de ce qu'elle veut construire. La réussite dépend de l'action que nous serons capables d'accueillir dans notre organisation... Aussi, dès maintenant l'aide efficace de tous les adhérents est nécessaire pour rassembler le maximum de travailleurs autour de notre projet, dans notre syndicat.

METTONS LES BOUCHÉES DOUBLES POUR RÉUSSIR.

La C.F.D.T. progresse là où elle est présente, là où elle est connue, là où on peut juger son action... Alors faisons-la connaître en s'implantant partout et nous pèserons plus pour obtenir encore plus de résultats, encore plus d'acquis et garantir l'avenir de tous.

Dans cette seconde étape de la campagne, vous aurez aussi votre place : les adhérents expliqueront aux travailleurs inorganisés d'autres entreprises comment ils peuvent s'adresser à la C.F.D.T. pour s'organiser, se défendre et gagner face à des patrons de plus en plus féroces.

LES ADHÉRENTS ONT UNE PLACE PRIVILÉGIÉE DANS CETTE CAMPAGNE... PRÉNEZ-LA.

LE DÉBAT SE POURSUIT, DONNE TON POINT DE VUE...

Le débat se poursuit, tout d'abord pour que la parole aux adhérents dans les sections syndicales soit perfectionnée mais aussi pour qu'il devienne naturel pour tous, tous les jours.

Le débat se poursuit également car il faut améliorer notre pratique syndicale, mieux informer nos adhérents et améliorer les moyens que nous mettons à leur disposition pour l'action, pour le débat dans les ateliers et bureaux. Ces moyens sont à adapter à d'autres réalisés dans les P.M.E.

Le débat doit se poursuivre aussi pour déterminer s'il ne faut pas développer des services aux adhérents... et si oui, quel type de services: aide et conseils juridiques, moyens de défense comme consommateur, des services d'assurance, des services de loisirs, de vacances... La question est posée, le débat est ouvert, TON POINT DE VUE IMPORTE...

Plus que jamais avec ton délégué, ton collecteur, insère-toi dans le collectif de la section syndicale, apporte à tous tes réflexions et tes idées, ensemble débattons pour ensemble décider.



ENSEMBLE FAISONS DES ADHÉRENTS

NAVALE : AGIR POUR L'EMPLOI

Face à la crise de l'industrie navale le 25 octobre, Monsieur Guy LENGAGNE exposait les décisions du gouvernement devant les organisations syndicales (C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.G.C.). Le 5 novembre, la branche navale désapprovait la méthode employée.

En effet, seule la situation des 5 grands chantiers (la Seyne, la Ciotat, Dunkerque, Nantes, St-Nazaire) a été abordée alors que la construction de tout tonnage (petits, moyens, gros navires) et la réparation forment un tout.

Les propositions faites le 25 octobre sont nettement insuffisantes pour garantir l'emploi. Avec 32 000 travailleurs en 83, l'industrie navale a perdu 9 000 emplois depuis 1976, sans compter les nombreuses petites entreprises sous-traitantes des chantiers qui ont été contraints de licencier ou de fermer leurs portes. La branche navale continue ses démarches, auprès des pouvoirs publics. Les sections syndicales sont d'accord pour proposer des actions pour l'emploi aux travailleurs et aux organisations syndicales dans les chantiers.

PROPOSITIONS C.F.D.T.

1) La C.F.D.T. demande un véritable **plan garantissant l'emploi à court et moyen terme.**

2) Il faut passer commande de 30 millions d'heures avant mars 84, ce qui nécessite de **tripler les propositions du budget 84 pour l'aide à la construction et à la réparation navales.**

Cela est possible avec les projets en discussion, par l'anticipation de commandes dont la flotte française aura besoin dans les années qui viennent, par la visite systématique plus fréquente des navires pour la réparation navale.

3) Il y a urgence à étudier les **structures de la construction et réparation navales à moyen terme, pour rendre celles-ci plus compétitives.** La C.F.D.T. Navale demande un plan de modernisation de l'industrie, un développement de la recherche ainsi que de la formation professionnelle, permettant aux travailleurs de dominer les nouvelles techniques.

4) Il est nécessaire d'envisager une diversification des fabrications en particulier vers les activités para-navales. Dans ce domaine, la C.F.D.T. demande la **constitution**

d'un **bureau d'études de diversification** pour étudier les voies à explorer. Ces solutions doivent permettre une réduction progressive de l'aide de l'Etat.

5) En matière sociale ; la C.F.D.T. demande l'ouverture rapide de négociations **sur les départs à 55 ans.** Cette négociation devant porter notamment sur la mise en œuvre et les conditions de ces départs, ainsi que sur le volume des ressources pour les travailleurs concernés. Cependant, pour préserver l'avenir de l'industrie navale, **des embauches sont nécessaires**, sachant que certains postes exigent un délai d'adaptation.

D'autre part, la C.F.D.T. demande que s'ouvrent rapidement des négociations sur la **réduction de l'horaire à 35 h hebdomadaires** avec compensation ainsi que sur le **paiement du chômage** pour les travailleurs qui le subissent.

6) Sur tous ces points, la C.F.D.T. Navale exige des **négociations nationales.** C'est pourquoi le conseil confirme sa demande d'une **réunion tripartite au plan national.** L'heure n'est pas à se dresser les uns contre les autres, c'est-à-dire chantier contre chantier ou région contre région, mais à obtenir des garanties identiques pour l'ensemble des travailleurs de l'industrie.

RÉPARATION NAVALE : UN MARASME INTERNATIONAL

LES ATELIERS ET FORGES DE L'OUEST

A l'aide de ces deux tableaux, il faut donc constater que l'entreprise s'est modifiée en profondeur.

D'une entreprise qui bénéficiait d'appuis de compagnies de navigation, elle devient une société tout à fait anonyme, soutenue en permanence par l'ETAT.

Effectifs

	1983	1975	
A.F.O. SAINT-NAZAIRE DONGES	556	715	A.F.O. SAINT-NAZAIRE DONGES
A.F.O. BREST	781	825	A.F.O. BREST
A.F.O. GD-QUEVILLY	639	798	GRAND-QUEVILLY Chantiers de Normandie
		465	LE HAVRE Chantiers de Normandie
A.F.O. LE HAVRE	636	745	Caillard LE HAVRE
		270 520	ZIEGLER BELIARD
A.F.O. DUNKERQUE	925	260 50	FLANDRES INDUSTRIE LONGATTE SOMONOR
A.F.O. DIEPPE	87	99	Chantiers Normandie Dieppe
Direction Générale Services Centraux	45		
TOTAL	3 669	4 747	Moins 1 078 emplois

Le chômage partiel total

Pour illustrer, nous allons parler d'inoccupation du personnel dans les deux tableaux suivants. L'inoc-

cupation se traduit par du chômage partiel, c'est-à-dire par l'inactivité totale (0 h par semaine) d'un certain nombre de travailleurs.

Année	Effectif	Heures chômées	Heures productives
Fin 1975	715	Début du chômage partiel	—
1976	683	140 000 h	—
1977	665	100 000 h plus 130 salariés en formation	—
1978	652	142 000 h	789 000 h
1979	620	139 000 h	705 000 h
1980	594	120 000 h	530 000 h
1981	580	87 000 h	567 000 h
1982	570	110 000 h	468 000 h
1983 au 1.09	556	100 000 h	

SAINT-NAZAIRE N'EST PAS UN CAS ISOLÉ DANS LE GROUPE

1980	2 644	343 000 h	2 478 000 h
1981	2 747	338 000 h	3 000 000 h
1982	3 049	586 000 h	2 605 000 h
au 1.09	3 669	740 000 h	

BRÉSIL: NAISSANCE D'UNE CENTRALE SYNDICALE: LA C.U.T.

Le CONCLAT (Congrès National de la Classe Travailleuse) s'est tenu fin août 1983 dans la banlieue de SAO PAULO et a rassemblé 5 087 délégués venus de toutes les régions du pays. Le fait même qu'il ait eu lieu en dit long sur la volonté acharnée d'un grand nombre de travailleurs à vouloir s'organiser collectivement.

Ce congrès a en effet connu beaucoup de difficultés à voir le jour. Il a plusieurs fois été ajourné et reporté suite à diverses manipulations de « fractions » importantes de gens pas véritablement démocrates qui n'ont pourtant pas réussi à mettre en échec la tenue de ce rassemblement capital.

Pourquoi donc tant de mal à tenir cette Assemblée? C'est qu'en réalité, la conception du syndicalisme n'est pas la même pour tous... et de très loin!

Il y a d'un côté les syndicalistes pelegos (jaunes) à la tête des fédérations officielles qui sont pour le maintien des structures actuelles (verticales et de type corporatiste, sans coordination interprofessionnelle et interdiction de toute présence syndicale à l'intérieur de l'entreprise) où tout le pouvoir repose sur les fédérations et les confédérations qui pratiquent une collusion plus ou moins ouverte avec le patronat et le gouvernement; et de l'autre, ceux qu'on appelle les syndicalistes combatifs, dont le métallurgiste bien connu LULA, qui se battent pour mettre en place des structures de base proches des travailleurs qui exerceront un contrôle syndical réel et procèderont eux-mêmes aux élections de leurs représentants.

Ces deux groupes sont donc en opposition fondamentale sur la nature même du type de syndicalisme et cela a donné lieu à bien des manœuvres pour tenter d'empêcher la naissance d'une centrale syndicale authentique et dynamique, autonome dans son action et véritable porte-parole des travailleurs.

Ainsi donc l'appel au boycott du Conclat par les fédérations et confédérations, moins de 20 jours avant sa tenue, n'a pas été suivi par les travailleurs, tant ruraux que citadins, et ça c'est un témoignage de solide prise en charge de leurs problèmes par eux-mêmes.

Le nombre des délégués inscrits a été tellement important que la représentativité du Congrès a été assurée.

Une direction nationale de 83 membres a été élue pour un an et tous les états (régions) y sont représentés.

La commission exécutive compte 7 membres dont 2 syndicalistes paysans, 4 métallurgistes, 1 pétrochimie. La priorité pour celle-ci est d'animer un plan de lutte contre la décision gouvernementale de limiter les réajustements salariaux légaux à 80% de l'indice du coût de la vie.

Tous vont de plus travailler à une réelle mise en place de structures de base pour coordonner et impulser l'action notamment sur:

- rupture des accords avec le F.M.I. (Fonds Monétaire International);
- réforme agraire;
- lutte contre le chômage;
- stabilité de l'emploi;
- réduction du temps de travail à 40 h/semaine sans perte de salaire;
- fin des heures supplémentaires;
- droit syndical dans les services publics.

C'est un vaste programme qui ne demande qu'à rassembler tous les combattifs de bonne volonté.

La C.F.D.T. était présente pour la naissance de cette C.U.T., elle la soutiendra au long de sa marche pour la construction d'un syndicalisme brésilien fort et démocratique.

Abonne-toi au

BULLETIN DU MILITANT

Chaque mois, comme tous les adhérents de la F.G.M.-C.F.D.T., tu reçois la Voix des Métaux.

Sais-tu que ta Fédération édite aussi chaque mois, le BULLETIN DU MILITANT.

Des articles de fond sur la politique fédérale, des exemples de pratique syndicale venant de telle ou telle branche d'activité ou de telle ou telle entreprise, des dossiers complets sur:

- l'application des droits nouveaux;
- la vie du syndicalisme international;
- les rapports nord-sud; mais aussi, des analyses sur tout ce qui, aujourd'hui, participe à notre vie syndicale : Tout ça, c'est dans le BULLETIN DU MILITANT.

Un coup de collier indispensable pour régler les cotisations

Depuis maintenant plus de deux mois, la rentrée des Syndicats est faite. Un grand nombre d'assemblées générales de militants s'est tenue tout au long du mois de septembre et d'octobre. Les premiers jours de novembre verront également d'autres assemblées se réaliser.

La mobilisation des Militants, des Adhérents, se continue surtout à partir des problèmes posés sur l'emploi, les restructurations, les licenciements. Les objectifs de la F.G.M. concernant la réduction du temps de travail pour maintenir l'emploi, ou bien créer des emplois commencent de porter leurs fruits à travers un certain nombre d'accords. Nous sommes encore loin de pouvoir partout déboucher sur ce type de résultats mais les actions des sections syndicales se développent pour aller de l'avant.

NE RIEN PERDRE EN ROUTE

Cette mobilisation ne doit pas nous faire oublier le financement de notre action. Depuis toujours les cotisations des Adhérents sont les ressources principales de notre organisation syndicale. Il est donc indispensable de faire le point à plusieurs reprises dans l'année. Au mois de décembre la perception des cotisations doit être au niveau de 12 mois pour 1983. Nous en sommes loin actuellement au plan national. Le centre de perception des cotisations accuse aujourd'hui un retard important.

Chacun va donc se reporter sur sa carte d'Adhérent pour vérifier si tous les timbres de l'année sont bien collés, et si ils sont bien réglés au Collecteur.

1984 se prépare en premier par l'apurement des comptes le plus tôt possible de 1983.

Alors chacun vérifie, se met à jour si nécessaire et rassemble les conditions de bien démarrer l'année syndicale 1984.

LES COLLECTEURS MOBILISÉS

Ce n'est pas souvent qu'à travers la « V.M. » la F.G.M. s'adresse aux Collecteurs. Chacun connaît l'importance du travail permanent et assidu que doit assumer chaque Collecteur. C'est pour cette raison que ce petit mot veut les aider dans leurs responsabilités en les reliant avec les Adhérents dont ils perçoivent les cotisations. C'est un rendez-vous de pris entre chaque Adhérent et chaque Collecteur pour que les moyens puissent continuer de soutenir toute l'action de la F.G.M. et de la C.F.D.T. dans leurs objectifs et pour leurs Adhérents.

ARGENTINE : LE PEUPLE DANS LA JOIE

La fête, la liesse dans la capitale et dans tout le pays ça nous dit un peu quelque chose, ce n'est pas encore si loin, mais en Argentine, après quasiment 8 ans de dictature militaire, on imagine sans peine ce qu'a été pour tous les démocrates de ce pays l'annonce de la victoire du leader radical Raoul ALFONSIN.

Il faut rappeler bien sûr que la réalité politique est différente dans chaque pays et que Radical en Argentine ne veut pas dire forcément la même chose que M.R.G. en France.

C'est vrai que certains signes donnaient à penser que le régime militaire était réellement condamné, mais la grande surprise de ces élections est le sort réservé au candidat péroniste. Ceci revêt une particulière importance quand on connaît l'audience populaire dont a bénéficié ce mouvement depuis sa création. En fait, ce parti ne s'est jamais totalement remis de la mort de son chef fondateur, le Général Juan Domingo PERON. Il avait su mener une politique de législation sociale avancée après la seconde guerre mondiale et sa politique très paternaliste lui avait assuré une adhésion très massive parmi les humbles. Bien sûr tout n'était pas blanc... mais à force de personnalisation et de manipulation populaire, il était adulé et suivi. C'est le même phénomène sentimental qui a joué en '73 pour l'élection de PERON à la Prési-

dence et de sa femme à la vice-présidence. Une affaire de famille, de sentiments, tout cela! Et le peuple suivait encore...

Mais les sentiments ne suffisent pas à mener une politique, le pays s'est trouvé de plus en plus en faillite. Puis, il y a eu le coup d'état en '76, la torture, les disparus, la folie meurtrière... Et aujourd'hui, il faut certainement voir dans cette écrasante victoire des radicaux une grande lucidité de la majorité du pays qui ne veut plus être trompée.

Mais le problème dans l'histoire, c'est que chaque fois que des élections reflètent une aussi grande espérance, ça va généralement de paire avec désastre économique. Et ce que va trouver Raoul ALFONSIN dans son escarcelle de président, c'est un taux d'inflation de 400%, un appareil industriel amoindri, une dette extérieure de 40 milliards de dollars. On espère, avec nos camarades syndicalistes argentins authentiques, qu'il va rétablir les libertés politiques et syndicales qui permettront aux forces vives de la nation, aux travailleurs dans les entreprises, de prendre en mains le redressement économique, social et culturel de leur pays.

Avec eux, nous nous réjouissons pour cette victoire de la démocratie, nous les assurons de notre soutien actif.